

18

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
REFERENCES
- DOC. PRÊTE -
RETOUR BUREAU 712

PORTUGAL

I . 2 . B . 2 .

JUIN 1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

PARIS

PORTUGAL

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	91.971	Villes principales (1960):	
Superficie (agricole (milliers de km ²)	49.400	Lisbonne	817.326 hab.
Terres arables (milliers de km ²)	41.300	Porto	305.445

POPULATION

Population totale (recensement de 1960)	8.874.640	Main-d'œuvre totale (1960 conti-	
Densité au km ²	97	nent)	3.193.000
Accroissement naturel net (moyenne 1956-1960)	112.046	Emploi (1960)	3.115.000
Taux d'accroissement annuel net par 1.000 habitants (moyenne 1956-1960)	12,4	Emploi dans l'agriculture (1960) ..	1.285.000
		Emigration nette moyenne (1956-1960)	43.000

PRODUCTION

Produit national brut en 1961 (millions d'escudos)	74.601	Origine du produit intérieur en 1961 :	
Produit national brut par habitant (en dollars des Etats-Unis)	292	— Agriculture, sylvic. et pêche	24,4 %
		— Industrie et Construction	41,3 %
		— Services	34,4 %

L'ÉTAT

Consommation publique en 1961 (en % du produit national brut)	14,0	Dette publique interne par rapport aux recettes ordinaires de l'Administration centrale (1961)	
Investissements publics en 1960 (en % des investissements totaux) ..	11,4	Recettes ordinaires de l'Etat (en % du produit national brut) (1961)	138 %
			14,5 %

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant et par jour en 1960	2.511	Nombre de téléphones par 1.000 hab. (1961)	
Nombre de voitures de tourisme par 1.000 habitants (1961)	18	Taux d'analphabétisme de la population âgée de 7 ans et plus en 1950	48
Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants (1961)	101		40,4 %

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (en % du P.N.B.) (moyenne 1959-1961)	17	Articles manufacturés en liège	
Principaux produits exportés en 1961 (en % des exportations totales):		Importations de biens et services (en % du P.N.B. 1959-61)	8
Substances alimentaires et boissons ..	31	Principaux produits importés en 1961 (en % des importations totales):	25
dont:		Machines, appareils, instruments	31
— produits de la pêche	13	Substances alimentaires	12
Matières premières	17	Métaux communs et ouvrages de ces métaux	14
dont:		Matières textiles et ouvrages de ces matières	14
— liège et bois	11	Produits minéraux	11
Tissus, fils, feutres et leurs ouvrages	22		

LA MONNAIE

Unité monétaire : escudo.	Unités monétaires pour un dollar des Etats-Unis
	28,75

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

PORTUGAL

1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, ainsi que par le Canada et les Etats-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Economique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Economiques
et des Problèmes de Développement
en juin 1963

TABLE DES MATIERES

A.	TENDANCES ET MESURES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	5
INTRODUCTION		6
	Population et main-d'œuvre	7
	Agriculture, sylviculture et pêche	9
	L'accroissement du produit national	9
	Les plans de développement	12
	Industrie, construction et travaux publics	15
	Evolution de la balance des paiements	18
B.	SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE	19
	Production et demande	19
	<i>Evolution de la demande et du produit national brut ..</i>	19
	<i>Production agricole</i>	21
	<i>Production industrielle et construction</i>	21
	Situation financière intérieure	23
	<i>Prix et salaires</i>	23
	<i>Finances publiques</i>	23
	<i>Monnaie et crédit</i>	26
	<i>Commerce extérieur</i>	31
	Nouvelles mesures de politique économique	32
	<i>Relations avec les provinces d'outre-mer</i>	32
	<i>Plans de mise en valeur et coordination de la politique</i> <i>économique</i>	33
	<i>Relations avec l'étranger</i>	34
C.	PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS	34
	* **	
ANNEXE STATISTIQUE		41

PAGE BLANCHE

PORTUGAL

INTRODUCTION

1. L'augmentation du produit national brut a été importante en 1961 (d'environ 7 %) et une nouvelle progression a probablement eu lieu l'année dernière, notamment à cause de récoltes assez favorables. Toutefois, l'année 1961 a été marquée par certains événements qui, en raison notamment de leur incidence sur le climat des affaires, ont quelque peu affaibli la tendance à l'expansion économique. Le déficit commercial s'est beaucoup accru, mais principalement sous l'effet de facteurs non récurrents, et les réserves de devises ont sensiblement baissé ; les dépenses militaires sont montées en flèche en raison des événements intervenus dans les provinces d'outre-mer, et il a fallu relever les impôts dans le courant de l'année ; le mouvement traditionnel d'émigration vers l'Afrique s'est inversé pendant un certain temps ; le marché du crédit a été très tendu et on a assisté à la constitution de stocks relativement importants. Certaines de ces difficultés n'avaient qu'un caractère temporaire (en fait, le déficit commercial a sensiblement baissé et les réserves extérieures ont augmenté de nouveau en 1962, tandis que la situation dans le domaine monétaire et du crédit est redevenue plus normale). Toutefois, elles sont apparues à un moment où la tendance à une progression de la production et des investissements industriels paraissait s'affirmer.

2. A l'heure actuelle, la principale question qui se pose en matière de politique économique est de savoir si le mouvement de croissance économique qui s'est amorcé depuis quelques années pourra être poursuivi ou si, au contraire, l'accroissement des investissements productifs sera ralenti parce que les dépenses militaires absorberont une part supplémentaire des ressources de la nation. Le budget de 1962, qui témoignait de l'attitude prudente adoptée par les pouvoirs publics, prévoyait une forte augmentation des recettes fiscales, le plafonnement des crédits d'investissement et une importante réduction des emprunts d'Etat. Cependant, des modifications apportées en cours d'année et aussi le budget de 1963 indiquent un certain assouplissement de la politique économique du Gouvernement : les crédits pour la défense sont en hausse, mais il est prévu aussi une augmentation des dépenses d'investissement et un recours plus fort à l'emprunt. Or, si la stabilité financière interne doit rester l'un des principaux objectifs du Portugal,

la solution qui peut être apportée aux problèmes économiques du pays est fondamentalement toujours la même, à savoir l'accélération de la progression du produit national. Les difficultés supplémentaires actuelles n'imposent qu'avec plus d'urgence la nécessité de supprimer dans la mesure du possible les divers obstacles qui, dans le passé, ont freiné la croissance à long terme¹.

A. TENDANCES ET MESURES ECONOMIQUES GENERALES

3. Malgré les progrès enregistrés par le secteur industriel pendant les dernières années, l'économie portugaise en est encore à un stade peu avancé de développement si on la compare à celle de la plupart des pays Membres en Europe. Environ 40 % de la population active est occupée dans l'agriculture, et le revenu national par habitant est assez bas comparé aux mêmes pays Membres. La préférence marquée pour la détention des biens non productifs (espèces) ou traditionnels (immeubles et terres), dont font preuve les groupes à fort revenu, et le manque d'esprit d'entreprise, ont longtemps limité le développement de la demande intérieure. Quant à la demande extérieure, la valeur des exportations de marchandises a relativement peu augmenté depuis un certain nombre d'années, en raison principalement de l'évolution de la demande et des prix mondiaux des quelques produits de base qui continuent à constituer l'élément dominant des exportations totales du Portugal. D'autre part, la politique économique générale a, pendant longtemps, mis l'accent sur l'équilibre budgétaire et la stabilité financière. Cette orientation a contribué d'autre part au fait que les réserves substantielles de devises étrangères (qui s'étaient constituées pendant la deuxième guerre mondiale et pendant la période de hausse des prix des produits primaires qui a accompagné la guerre de Corée) ont continué d'augmenter jusqu'en 1960. L'effet combiné des cercles vicieux, qui caractérisent l'état de sous-développement économique d'une politique officielle prudente, et des difficultés inhérentes à la structure actuelle des exportations du pays, a été de maintenir le taux de croissance économique au-dessous de ce qu'il aurait pu être, compte tenu des réserves importantes de main-d'œuvre sous-employée, des possibilités offertes par l'épargne nationale et de la balance extérieure favorable.

4. Au cours des toutes dernières années, toutefois, on a observé quelques signes de transformation de la situation économique. Dans les zones urbaines, la structure de la consommation a commencé de se moderniser. L'afflux vers les villes de personnes en âge de travailler semble avoir été assez important pour provoquer une augmentation sensible des salaires agricoles. En outre, la tendance de la production

1. Afin de situer historiquement les présents événements, on a résumé les tendances et mesures économiques générales des quelques dernières années dans la Section A du présent rapport. La Section B contient une description de la situation économique actuelle, et la Section C contient les conclusions.

et des investissements a été plus dynamique dans certaines branches d'industries. Parmi les causes de cette évolution, il faut citer l'impulsion créée par les relations économiques avec les pays industrialisés et à, cet égard, l' « effet de démonstration » doit avoir joué le rôle qui lui est habituel ; il semblerait aussi que la perspective d'une intégration économique internationale plus étroite ait exercé une influence favorable sur la propension à investir dans du matériel industriel moderne, souvent en vertu d'accords avec des entreprises étrangères. Les nouvelles tendances procèdent certainement aussi pour une grande part de l'orientation progressive de la politique des pouvoirs publics vers une attitude plus positive à l'égard des problèmes d'expansion économique. La principale manifestation de cette nouvelle conception a été l'adoption de deux Plans de Développement (pour 1953-1958 et 1959-1964), dont la mise en vigueur a déjà produit des résultats substantiels. Il n'en reste pas moins vrai que les facteurs dynamiques de l'essor économique ne sont pas encore assez puissants pour déterminer un processus de croissance rapide.

Population et main-d'œuvre

5. L'évolution démographique générale démontre largement la nécessité d'entreprendre un effort de développement afin que l'économie portugaise puisse offrir des possibilités d'emploi suffisantes à la population en âge de travailler. L'accroissement de la population métropolitaine (continent et îles proches) a été de 0,7 % en moyenne par an entre les deux recensements, de 1950 à 1960. L'accroissement naturel était sensiblement plus élevé (1,24 %), mais, ainsi que le montre le tableau 1, l'émigration nette a été relativement importante au cours de cette période. Il semble probable que l'émigration nette de travailleurs a dépassé 20.000 par an, soit la moitié environ de l'augmentation de la population active. Etant donné qu'une des hypothèses du deuxième Plan de Développement est la création de quelque 20.000 emplois nouveaux par an, l'absorption du sous-emploi agricole sera à peine sensible (même si l'émigration se poursuit au même taux élevé), si l'accroissement de la production totale ne s'accélère pas.

6. L'importance du problème de l'emploi semble encore plus grande lorsqu'on tient compte du fait que le processus d'industrialisation devrait normalement entraîner une augmentation de l'offre de main-d'œuvre féminine et détourner à plus ou moins longue échéance les travailleurs des industries à faible productivité et absorbant beaucoup de main-d'œuvre. Or, ce sont ces industries qui, à l'heure actuelle, emploient encore une très forte proportion de la main-d'œuvre urbaine. Bien que l'on ne dispose pas de statistiques régulières adéquates sur l'emploi, l'analyse des deux derniers recensements reproduite au tableau 2 donne assez d'indications générales. De 1950 à 1960, l'emploi hors des secteurs primaires a augmenté d'environ 18 %, la progression la plus forte ayant été enregistrée dans la construction et, dans

TABLEAU 1. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

En milliers.

	MOYENNE 1951-1955	MOYENNE 1956-1960	1960	1961	1962
1. Augmentation naturelle de la population	106,1	112,0	118,9	117,9	123,3
2. Emigration nette	49,0	43,0	40,9	24,8	49,2
3. Vers les pays étrangers	36,9	30,7	30,5	31,7	31,9
4. Vers les provinces d'outre-mer	12,1	12,3	10,4	-6,9 ¹	17,3
5. Augmentation de la population métropolitaine	57,1	69,0	78,0	93,1	74,1

1. Excédent des retours sur les départs.

Source: Institut National de Statistique, Annuaire Demografico 1961, et Bulletin statistique mensuel.

TABLEAU 2. COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE

CONTINENT

En milliers.

	1950 RÉSULTAT DU RECENSEMENT		1960 RÉSULTAT PROVISOIRE DU RECENSEMENT	
	TOTAL	HOMMES	TOTAL	HOMMES
1. Agriculture et sylviculture	1.413	1.178	1.285	1.181
2. Pêche	40	39	40	39
3. Industries extractives	25	23	26	25
4. Industries manufacturières	569	408	665	499
dont :				
a) produits alimentaires	71	49	68	44
b) textiles, vêtements et chaussures	223	113	238	130
c) bois, liège et ameublement	88	80	96	88
d) travail des métaux	82	80	139	134
e) divers	105	86	124	103
5. Construction et travaux publics	145	144	213	211
(total partiel : 4 + 5)	714	552	878	710
6. Electricité, gaz ; etc.	10	9	14	13
7. Commerce, banques et assurance	216	184	253	214
8. Transports et communications	102	95	116	106
9. Services et divers	446	185	503	193
dont :				
gens de maisons et autres services personnels	290	75	249	60
10. Emploi civil total	2.966	2.265	3.115	2.481
11. Chômeurs	88	76	78	74
12. Population active civile totale	3.054	2.341	3.193	2.555

Source: Institut National de Statistique.

une moindre mesure, dans les industries manufacturières. L'emploi agricole¹ ayant baissé en même temps de plus de 9 %, l'augmentation de l'emploi total pendant ces dix ans a été de 5 %. Malgré l'expansion de l'emploi dans l'industrie, sa composition n'a pas encore subi de transformation fondamentale ; les branches des textiles, vêtements et chaussures représentaient encore, en 1960, 36 % de l'emploi total dans les industries manufacturières, contre 39 % en 1950.

L'ACCROISSEMENT DU PRODUIT NATIONAL

7. En 1961, l'Institut de Statistique a publié des chiffres substantiellement révisés sur les comptes de la nation². Dans les nouvelles évaluations, les valeurs et les taux de croissance sont souvent plus élevés que dans les anciennes séries relatives aux principales composantes du produit national et des dépenses de la nation. Les chiffres révisés ne concordent pas avec certaines indications détaillées données dans les précédents rapports de l'Organisation sur l'économie portugaise, mais n'altèrent pas l'exposé général de la situation présenté dans ces rapports.

8. Au cours de la dernière décennie, l'accroissement du produit national du Portugal a été assez modéré et celui du produit national par habitant encore plus faible, ce qui ne peut pas être considéré comme satisfaisant lorsque le point de départ est très bas, d'autant plus que certains des principaux facteurs qui entravent l'expansion économique dans d'autres pays en voie de développement n'ont pas joué dans le cas du Portugal ; ce pays, notamment, n'a pas eu affaire à des problèmes de balance de paiements, sauf en 1961, et il n'y a pas eu de difficulté à financer les investissements effectués au cours des dernières années. L'impression qui se dégage des tableaux 3 et 4 est que l'industrialisation a déjà commencé, mais que l'économie n'a pas encore franchi le seuil au-delà duquel prédominent des forces capables de lui imprimer elles-mêmes un dynamisme constant.

AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

9. L'accroissement moyen de la production et de la productivité agricoles au cours des dix dernières années a été décevant. La production végétale s'est beaucoup développée au début de la décennie ; il y a eu certes des progrès dans les méthodes de culture, mais l'augmen-

1. Il ressort des chiffres du tableau 2 que l'emploi des hommes dans l'agriculture n'a presque pas varié. Toutefois, l'étude des variations de la main-d'œuvre agricole se heurte à des difficultés bien connues dans la plupart des pays Membres.

2. Instituto Nacional de Estadística : O rendimento Nacional Portugues, Estudos N° 34, contenant des tableaux allant jusqu'à 1958, ainsi que des précisions sur les définitions et méthodes. Les chiffres utilisés dans le présent rapport pour les années plus récentes ont été communiqués à l'O.C.D.E. par les autorités portugaises.

TABLEAU 3. DISPONIBILITES ET UTILISATION DES RESSOURCES

	1952 ¹ AUX PRIX COURANTS		POURCENTAGE D'ACCROISSEMENT EN VOLUME				AUX PRIX COURANTS			
	MILLIONS D'ESCUDOS	%	MOYENNE 1953-60	1959	1960	1961 ²	1960		1961 ²	
							MILLIONS D'ESCUDOS	%	MILLIONS D'ESCUDOS	%
1. Consommation privée	35.241	79,2	4,2	1,7	6,2	6,4	52.964	76,6	57.259	76,8
2. Consommation publique	4.501	10,1	6,7	14,2	5,3	26,0	8.250	11,9	10.455	14,0
3. Investissements fixes bruts	6.489	14,6	8,6	9,2	15,6	7,6	12.593	18,2	13.723	18,4
<i>dont :</i>										
a) logement	1.197	2,7	8,1	8,3	-2,5	13,9	2.097	3,0	2.489	3,3
b) autres constructions	2.787	6,3	6,6	-6,8	4,4	4,9	4.617	6,7	4.937	6,6
c) matériel de transport	1.147	2,6	6,1	3,5	36,0	-13,0	1.681	2,4	1.463	2,0
d) autres machines et équipement ..	1.358	3,0	16,5	53,0	37,5	15,7	4.198	6,1	4.834	6,5
4. Variations des stocks	539	1,2	....	....	....	....	-243	-0,3	1.995	2,7
5. Exportations de biens et de services	8.254	18,5	5,9	5,4	7,3	1,0	12.282	17,8	12.386	16,6
6. Utilisation totale des ressources ...	55.024	123,6	5,0	3,9	7,9	10,2	85.846	124,2	95.818	128,4
7. Importations de biens et de services .	10.502	23,6	5,2	-3,4	7,1	21,1	16.724	24,2	21.217	28,4
8. Produit national brut, aux prix du marché	44.522	100,0	5,0	5,8	8,1	7,7	69.122	100,0	74.601	100,0
9. Déficit de la balance des biens et services, en pourcentage du P.N.B. ...		5,0						6,4		18,4

1. Première année pour laquelle l'I.N.S. fournit une série complète d'estimations.

2. Estimations provisoires ; en particulier, les chiffres pour les lignes 5, 7 et 9 sont des extrapolations de la balance des paiements du premier semestre.

Source : Institut National de statistiques et memorandum du Portugal à l'O.C.D.E.

**TABEAU 4. ORIGINE DU PRODUIT NATIONAL BRUT
ET REPARTITION DES INVESTISSEMENTS FIXES PAR BRANCHES D'ACTIVITES**

	POURCENTAGE D'ACCROISSEMENT EN VOLUME				1961 ² - EN MILLIONS D'ESCUDOS AUX PRIX COURANTS			
	MOYENNE 1953-60	1959	1960	1961 ²	PRODUIT NATIONAL BRUT		INVESTISSEMENTS FIXES BRUTS	
						%		%
1. Agriculture, sylviculture et pêche	2,1	3,6	2,7	3,4	16.665	24,4	1.087	7,9
<i>dont</i> : Agriculture	2,0 ¹	1,3	1,8	3,7	13.178	19,3		
2. Industries extractives et manufacturières, construction, électricité, etc.	6,7	5,0	11,4	9,1	28.261	41,3	6.207 ³	45,2
3. Autres activités	5,4	8,5	7,6	6,9	23.548	34,4	6.429 ⁴	46,8
Produit national brut au coût des facteurs ...	5,0	5,8	8,1	6,7	68.380	100,0	13.723	100,0

1. Forte augmentation en 1953 ; variation moyenne pour 1954-60 : 0,2 %.

2. Estimations provisoires.

3. *Dont* : électricité, gaz et eau : 1.271 millions d'escudos.

4. *Dont* : logement 2.489 millions et transports et communication 2.121 millions d'escudos.

Sources : Memorandum du Portugal à l'O.C.D.E. et Institut National de Statistique.

tation de la production, surtout de céréales, s'explique pour une part par la compression des jachères, parfois sur des terrains marginaux défrichés au cours des années 1930-1940 et dont on pense maintenant qu'ils se prêtaient mieux à la sylviculture. En tout état de cause, les revenus agricoles ont augmenté, mais on n'a pas assisté à un accroissement suffisant des investissements dans l'agriculture. Plus récemment, on a enregistré une série de mauvaises récoltes dues aux conditions atmosphériques. Dans l'ensemble, l'agriculture portugaise semble avoir à peine bénéficié des progrès techniques modernes, alors que, dans la plupart des pays Membres, les difficultés tiennent à ce qu'il y a une menace de surproduction agricole. Bien que de nombreux facteurs concourent certainement à créer cette situation (par exemple, le taux encore élevé d'analphabétisme), l'insuffisance du volume des investissements a eu une action prépondérante. Le deuxième Plan de Développement consacre une part plus importante des investissements à l'agriculture, mais des retards considérables se sont produits dans ce secteur. Le cas des travaux d'irrigation de l'Alentejo, au sud du Tage, est caractéristique : les études techniques étaient terminées depuis un certain temps, les fonds étaient réunis, mais les travaux furent longtemps ajournés parce qu'il était nécessaire d'apporter certaines modifications aux droits à la propriété ; finalement, les mesures législatives indispensables pour le commencement des travaux ont été adoptées en novembre 1962. La structure foncière est en réalité l'un des plus graves obstacles qui s'opposent au progrès de l'agriculture. Alors que les domaines sont très vastes dans les provinces du Sud, la pression démographique a déterminé dans le Nord un morcellement excessif des propriétés.

10. Bien que les statistiques disponibles donnent peut-être sur l'élevage et les produits laitiers des chiffres inférieurs à la réalité, il est hors de doute que l'évolution dans ce secteur a été très lente. Le poisson doit encore fournir à la population la majeure partie des protéines d'origine animale qu'elle consomme, et cette particularité du régime alimentaire, jointe au fait que le Portugal est traditionnellement exportateur de poisson, explique l'existence d'une industrie de la pêche assez importante. Enfin, il convient de mentionner la grande importance de la sylviculture, notamment du point de vue des exportations. Pendant la période considérée, les mesures visant à maintenir et améliorer l'efficacité de la production dans ces deux secteurs ont été appliquées dans l'ensemble avec plus de succès que les mesures visant la production de l'agriculture et de l'élevage.

INDUSTRIE, CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS

11. Les chiffres du tableau 6 montrent qu'au cours des dernières années, la production industrielle a progressé régulièrement. Plusieurs industries nouvelles se sont créées ; il s'agit généralement de grosses

TABLEAU 5. PRODUCTION AGRICOLE

	BASE OU UNITÉ	MOYENNE 1953-57	1958	1959	1960	1961	1962 ¹
1. Ensemble de la production agricole finale	1952-1953-1956- 1957 = 100	102	100	102	104		
2. Ensemble de la production animale finale	— — —	101	102	104	106		
3. Blé	1.000 Tms	667	809	623	492	430	554
4. Seigle, orge, avoine	— —	386	454	330	250	236	323
5. Maïs	— —	432	425	487	466	632	551
6. Riz	— —	160	149	163	151	177	173
7. Pommes de terre	— —	1.119	1.087	866	1.041	1.056	837
8. Vin	milliers d'hectolitres	11.159	8.585	8.924	11.460	7.420	12.510
9. Huile d'olive	— —	883 ²	673	1.000	942	1.234	529

1. Estimations provisoires.

2. Moyenne 1952-1957.

Sources : Renseignements fournis par les Autorités Portugaises.

TABLEAU 6. PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices annuels : 1953 = 100.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
1. Production industrielle totale ¹	111	119	130	137	147	155	172	186
2. Industries extractives	87	79	81	91	78	78	79	87
3. Industries manufacturières	111	119	130	138	147	155	171	185
<i>dont :</i>								
4. Denrées alimentaires et boissons	111	107	123	125	135	143	156	163
5. Textiles, vêtements et chaussures	108	120	121	127	133	132	143	153
6. Bois, liège, ameublement	98	114	118	124	127	136	162	162
7. Chimie et pétrole	110	118	126	130	142	150	169	174
8. Produits minéraux non métalliques	99	110	128	125	135	143	153	170
9. Métallurgie, industries mécaniques et électriques	116	124	143	163	182	189	200	243
10. Autres industries manufacturières (y compris pâtes et papiers et caoutchouc)	130	147	162	176	175	194	228	242
11. Electricité	120	137	158	157	193	217	236	262

1. Extraction, transformation et électricité.

Source : Association Industrielle Portugaise.

entreprises dotées d'un équipement efficace. Certaines industries traditionnelles se sont aussi modernisées, mais dans une mesure encore assez faible. Dans l'ensemble, la plupart des entreprises sont de petites dimensions, et divers programmes de réorganisation devant bénéficier du soutien des autorités ont été établis, mais ils n'ont encore été que très partiellement réalisés. Les pouvoirs publics ont pris diverses mesures pour stimuler l'expansion industrielle — par exemple, l'institution de provisions pour amortissement d'un taux élevé, d'exonérations spéciales d'impôts, facilités en matière de crédits, y compris l'action de garantie de l'Etat pour les prêts étrangers. Bien que la politique économique générale s'inspire de principes libéraux, il y a certains règlements juridiques, administratifs et financiers qui risquent d'entraver l'expansion de l'industrie ; toutefois, les règlements en vigueur prévoient la possibilité de dérogations spéciales, qui sont très souvent accordées. C'est ainsi que les industriels bénéficient souvent d'exonérations de droits de douane frappant l'importation des matières premières et de l'équipement. L'autorisation d'avoir recours aux marchés de capitaux compte parmi les mesures destinées à promouvoir les investissements industriels, mais jusqu'à présent les services compétents n'ont guère eu à refuser cette autorisation. Il semble que la portée pratique de certaines de ces dispositions mérite de faire l'objet d'un nouvel examen.

12. Jusqu'à ce jour, l'intervention des pouvoirs publics s'est surtout manifestée par la mise en place d'infrastructures générales. Les deux branches d'activité qui ont bénéficié de la majeure partie des investissements opérés au titre des deux Plans de Développement, sont les transports et les installations de production et distribution d'électricité. L'ampleur des travaux publics réalisés aussi bien que l'activité du secteur privé ont eu comme résultat un volume de construction non résidentielle relativement très important au cours de la période considérée, ce qui n'est pas surprenant, étant donné l'état actuel du développement économique du Portugal. Mais l'activité de la construction de logements a aussi été très grande, voire excessive, d'un point de vue économique. Le pourcentage des investissements qui a été consacré au logement n'a eu quelque tendance à diminuer que tout dernièrement. En fait, les autorités sont conscientes de ce problème ; l'année dernière, plusieurs mesures fiscales et autres ont été adoptées pour décourager l'essor excessif de la construction de logements et tout spécialement de logements à loyer élevé.

LES PLANS DE DÉVELOPPEMENT

13. Le premier Plan a porté sur les six années 1953-1958. Il n'était en réalité guère plus qu'un plan d'investissement du secteur public ; il comprenait quelques projets financés par des capitaux privés, mais il n'abordait pas de façon coordonnée l'ensemble des problèmes de développement du pays. Bien qu'assez peu ambitieux, il a été exécuté avec des retards importants dans certains secteurs. Les dépenses

TABLEAU 7. LE DEUXIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT (1959-1964)

A. DÉPENSES

En millions d'escudos.

	DÉPENSES RÉELLES			PRÉVISIONS RÉVISÉES		PRÉVISIONS INITIALES	TOTAL 1959-1964	
	1959	1960	1961	1962 ¹	1962	1963 ² ET 1964	PRÉVISIONS INITIALES	DÉPENSE DE 1959
				JANVIER- SEPTEMBRE				A 1961 + PRÉVISIONS DE 1962 A 1964 ³
1. Agriculture et sylviculture	420	423	470	292	643	11.312	3.812	3.628
2. Pêche	50	110	116	95	125	194	550	595
3. Industries extractives et manufacturières .	620	1.716	1.505	643	1.143	1.719	5.787	6.703
4. Electricité	895	955	1.063	641	1.095	1.169	4.595	5.177
5. Transports et communications	838	1.082	953	602	1.741	1.684	6.613	6.298
6. Recherche et enseignement technique ...	82	131	132	61	120	116	631	581
7. Total	2.905	4.417	4.239	2.332	4.868	6.194	21.988	22.623

1. Chiffres provisoires.

2. Prévisions émanant du tableau général du II^e Plan de Mise en Valeur (1959-1964), approuvées au début de l'année 1959.

3. Dépense réalisée dans les années 1959, 1960 et 1961, plus la prévision ajustée pour 1962, et prévisions initiales pour les années 1963 et 1964.

TABLEAU 7 (suite). LE DEUXIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT (1959-1964)

B. FINANCEMENT¹

En millions d'escudos.

	RÉALISATIONS						PRÉVISIONS		
	1959		1960		1961		1962 ³ JANVIER- SEPTEMBRE	1962	
		%		%		%			%
1. Budget	712	24	848	22	873	25	603	1.113	23
2. Sécurité sociale	359	12	416	11	416	12	451	492	10
3. Banque Nationale de Développement ²	275	9	308	8	350	10	234	186	4
4. Caisses d'Épargne	186	6	188	5	210	6	—	237	5
5. Banques commerciales et établissements privés	568	19	1.039	27	529	15	312	912	18
6. Auto-financement (secteur privé)	555	19	783	20	612	17	190	588	12
7. Auto-financement (secteur public)	112	4	92	2	123	3	293	256	5
8. Crédits de l'étranger	62	2	19	1	248	7	—	956	20
9. Sources diverses	138	5	173	4	164	5	103	128	*3
10. Total	2.967	100	3.866	100	3.525	100	2.185	4.868	100

1. Les fonds provenant de certaines sources de financement (p. ex. préfinancement bancaire), ne sont pas considérés dans ce tableau; ce qui explique les différences sensibles entre le total des investissements et le financement total.

2. En 1959: Fonds National de Développement.

3. Chiffres provisoires.

Sources: Deuxième Plan de Développement et renseignements fournis par les Autorités portugaises.

réelles effectuées à ce titre dans la métropole pendant l'ensemble de cette période ont été de l'ordre de 10 milliards d'escudos (dont plus de 2 milliards provenaient directement du Trésor), ce qui représente 3 % du produit national brut.

14. Le deuxième Plan de Développement (1959-1964) marque un net progrès par rapport au premier sur plusieurs points. Le montant total des dépenses prévues (dans la Métropole) dépasse 22 milliards d'escudos, chiffre à rapprocher des 10,3 milliards réalisés dans le premier Plan. Il fait une plus grande place aux investissements dans l'agriculture et les industries manufacturières. Il a également été assorti de quelques mesures importantes de politique économique, telles que la Loi de Réforme bancaire de 1957 et la création d'une Banque Nationale de Développement. Sa portée reste, néanmoins, limitée, compte tenu des besoins et des possibilités de l'économie, et il ne porte pas encore la coordination des mesures de développement au degré qui semble réalisable dans les circonstances actuelles.

15. Le tableau 7 résume l'application du Plan en 1959-1962 et les prévisions pour l'année en cours. Certains retards initiaux importants ont été largement rattrapés en 1960, année pendant laquelle les dépenses totales se sont considérablement accrues. Le niveau des dépenses a été en 1961 inférieur à celui de l'année précédente. A supposer que les objectifs de 1962 ont été à peu près atteints, une baisse importante des investissements au titre du Plan est à prévoir en 1963-1964 (voir tableau 7), à moins, évidemment, qu'on ajoute à temps de nouveaux projets à la liste actuelle. Il faut souligner que, jusqu'à présent, les investissements effectués dans l'agriculture continuent à rester très inférieurs aux objectifs pourtant modestes fixés par le Plan.

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

16. Indépendamment des statistiques commerciales, la plupart des statistiques relatives à la balance des paiements ont trait à l'ensemble de la zone escudo, de sorte qu'il n'est, par exemple, pas possible d'évaluer le montant des transactions invisibles ou des mouvements de capitaux privés entre la métropole et les provinces d'outre-mer¹. La balance commerciale de la métropole se caractérise par un important déficit avec les pays étrangers, qui n'est que partiellement compensé par un faible excédent avec les provinces d'outre-mer. L'expansion des importations portugaises très marquée depuis 1954 s'est interrompue en 1958-1959 pour reprendre par la suite. En revanche, les exportations ont relativement peu progressé en valeur et leur composition ne s'est pas beaucoup modifiée au cours des dernières années. Quelques produits de base, à l'état brut, ou n'ayant subi qu'une transformation

1. On trouvera les chiffres de la balance des paiements des dernières années au tableau 11 (Section B du présent rapport).

élémentaire, continuent à constituer une forte proportion des exportations totales. Il y a lieu cependant de remarquer des progrès dans l'exportation de divers produits manufacturés, surtout des textiles dont l'exportation vers l'étranger au cours des dernières années a dépassé l'exportation vers les marchés traditionnels des provinces d'outre-mer.

17. Le déficit assez considérable de la balance commerciale a été compensé par des recettes invisibles appréciables (constituées principalement par des envois de fonds d'émigrés), par des entrées de capitaux, ainsi que par des excédents de la balance commerciale des territoires d'outre-mer avec les pays tiers. Les réserves de devises ont continué d'augmenter jusqu'à 1960 et, malgré une baisse au cours de 1961, qui a d'ailleurs été en grande partie effacée en 1962, elles restent élevées selon les critères économiques admis. D'autre part, la dette extérieure du Portugal n'est, à ce jour, pas importante.

TABLEAU 8. EVOLUTION DES EXPORTATIONS
DES PRINCIPAUX PRODUITS

Millions d'escudos.

	1953		1957		1959		1961	
		%		%		%		%
1. Conserves de poisson	599	9,5	975	11,8	1.118	13,4	1.190	12,7
2. Vin	606	9,5	739	8,9	737	8,8	767	8,2
3. Liège brut	733	11,7	689	8,3	657	7,9	610	6,5
4. Minerais non ferreux	487	7,8	180	2,2	105	1,3	117	1,2
5. Produits manufacturés en liège	472	7,5	683	8,2	660	7,9	766	8,2
6. Textiles	966	15,4	1.312	15,8	1.280	15,3	1.676	17,9
7. Total (1 à 6)	3.863	61,5	4.578	55,2	4.557	54,6	5.126	54,7
8. Exportations totales	6.283	100,0	8.289	100,0	8.351	100,0	9.373	100,0

Source : I. Vol. du Commerce extérieur de l'Institut National de Statistique.

B. SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE

PRODUCTION ET DEMANDE

Evolution de la demande et du produit national brut

18. Les estimations révisées pour l'année 1960 révèlent des taux d'expansion de la demande globale et du produit national brut nettement plus élevés (environ 8 % en termes réels) que ceux donnés par les chiffres provisoires. On relève notamment qu'aussi bien les importations que les exportations de biens et services ont augmenté de plus de 7 % en volume ; et surtout que l'accroissement des investissements fixes a été de 15,6 %, contre une estimation provisoire de 4,4 % seulement.

19. Pour 1961, on ne dispose que d'estimations provisoires.

Celles-ci montrent une augmentation importante du produit national brut (de 7,7 % en volume aux prix du marché et de 6,8 % au coût des facteurs). Bien que les données sur le rythme d'expansion de la demande globale (10,3 % en volume) demandent à être vérifiées, il est clair que la conjoncture a été marquée en 1961 par la poursuite de l'essor très vif des dépenses publiques et par une hausse considérable des stocks. L'accroissement en volume de la consommation publique a dû atteindre près de 25 % à la suite de la très forte augmentation des dépenses militaires. Le niveau des stocks, qui avait diminué pendant la période 1958-1960, a sensiblement augmenté en 1961, un restockage ayant eu lieu aussi bien dans le secteur des matières premières que dans celui des biens manufacturés. Les textiles de coton, le liège et les produits résineux, ainsi que les produits sidérurgiques, ont compté pour une large part dans cette hausse des stocks, qui a représenté au total près de 3 % du produit national brut aux prix courants.

20. Selon ces mêmes estimations provisoires, en 1961, les investissements fixes ont augmenté en volume de 7,6 %. Leur hausse a été sensible dans l'industrie de transformation et la construction¹, ainsi que dans le secteur de l'électricité ; par contre, le volume des investissements dans l'agriculture a été de nouveau stationnaire. Les dépenses d'investissements réalisées dans le cadre du Plan de Développement, ainsi qu'il ressort du tableau 7, ont légèrement baissé par rapport à 1960. Les investissements dans les industries de base étaient en diminution, par suite de l'achèvement de la première tranche de réalisation des installations sidérurgiques, et celles dans les transports maritimes ont également fléchi ; en revanche, on note une augmentation des investissements du Plan dans l'Agriculture et dans les chemins de fer.

21. Parmi les autres facteurs de la demande, il y a lieu de noter que les exportations, après la reprise enregistrée en 1960, n'ont pas progressé en 1961, en raison surtout de la baisse de la demande des provinces d'outre-mer. Quant à la consommation privée, elle a certainement été stimulée par la hausse des salaires qui paraît avoir été plus forte que par le passé. Toutefois, son développement a dû être freiné par les récoltes médiocres et les impôts nouveaux institués au milieu de 1961 sur certains articles de consommation courante (mais non de première nécessité).

22. L'accroissement des dépenses totales en 1961 a été absorbé en partie par une augmentation très importante des importations des biens et services (de l'ordre de 20 % en volume). Néanmoins, la progression du produit national brut semble avoir été appréciable. Si le taux d'expansion d'environ 7 % est confirmé par les statistiques définitives, il sera un des plus élevés qui ont été enregistrés depuis plusieurs années.

1. La comptabilité nationale ne fournit pas des estimations distinctes du produit et des investissements de ces deux branches d'activité.

23. Les données actuellement disponibles pour l'année 1962 ne permettent que des évaluations partielles et provisoires. L'indice mensuel de la production industrielle, dont le taux d'expansion avait déjà ralenti pendant la deuxième partie de 1961, a plafonné au cours des premiers mois de 1962. D'autre part, les crédits accordés par le système bancaire ont accusé une baisse, liée peut-être dans une certaine mesure à la liquidation partielle des stocks accumulés l'année précédente. Enfin, les investissements compris dans le Plan de Développement qui, d'après les prévisions, devaient dépasser d'environ 16 % les investissements correspondants réalisés en 1961, n'ont pas atteint pour les neuf premiers mois de 1962 le niveau de la période correspondante de 1961. Tous ces éléments paraissent traduire un ralentissement de l'expansion, malgré la nette reprise des exportations du pays. Toutefois, depuis le milieu de l'année dernière, l'évolution du crédit bancaire est redevenue positive, et une certaine reprise de la production industrielle s'est amorcée. Il est probable que les récoltes relativement favorables, la poursuite de la hausse des dépenses publiques et une accélération possible des investissements du Plan de Développement aient donné un essor nouveau à la demande intérieure pendant la deuxième partie de l'année.

Production agricole

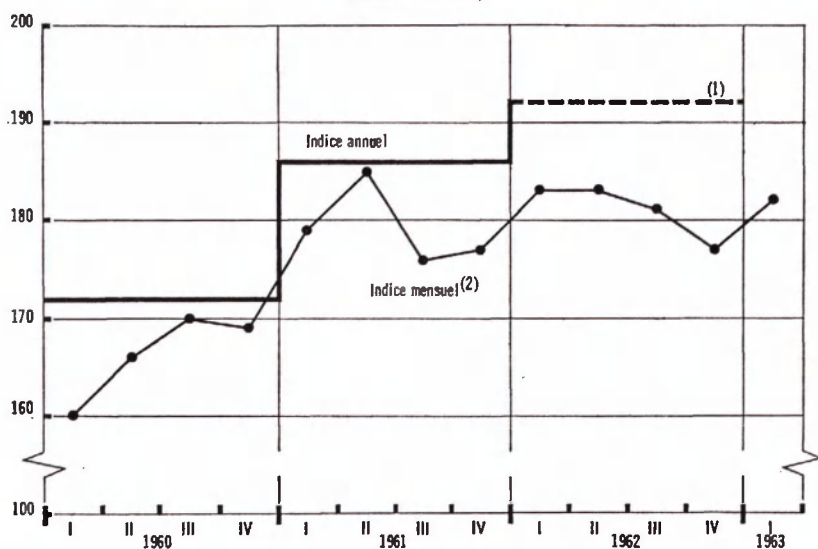
24. La production agricole a légèrement augmenté en 1961 malgré la diminution de la récolte de blé de 13 %, ainsi que celle du vin. La production forestière a été inférieure à celle de 1960 à la suite d'une réduction de la production de liège. En 1962, la récolte des céréales a été assez favorable. La récolte de blé, notamment, a dépassé d'environ 30 % celle de 1961 et de 8 % la moyenne des dix dernières années. La production de vin a aussi dépassé sensiblement le niveau de 1961. Le temps sec de l'été dernier a cependant affecté plusieurs cultures et causé une certaine pénurie de fourrages. En raison du cycle de production biennal, après une récolte abondante d'olives l'année précédente, il y a eu une baisse sensible en 1962. L'activité dans le secteur de la pêche, qui s'était développée favorablement en 1961, est restée approximativement au même niveau pendant les onze premiers mois de 1962.

Production industrielle et construction

25. La production industrielle a continué à se développer à un rythme assez fort en 1961 (+ 8 %), bien que légèrement inférieur à celui de 1960 (+ 11 %), à la suite du ralentissement de l'essor des industries alimentaires, chimiques et du bois ; la production de textiles et de vêtements a été en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Le fait le plus remarquable de l'évolution industrielle en 1961 a été l'accroissement de la production métallurgique et mécanique, lié en particulier à la mise en service des nouvelles installations sidérurgiques

de Seixal, dont la production a atteint 120.000 tonnes. Toutefois, d'après les indices mensuels de la production industrielle¹, un ralentissement de l'expansion s'est amorcé dans la seconde partie de 1961 et s'est accentué au cours des premiers mois de 1962. La moyenne de l'indice général pour le premier semestre de l'année dernière était approximativement la même qu'au premier semestre 1961. On relève une baisse dans les industries textiles et un niveau pratiquement stable pour les industries alimentaires ; par contre, d'autres secteurs de l'industrie de transformation (notamment les industries métallurgiques, mécaniques et chimiques), ainsi que la production d'électricité, accu-

Graphique 1. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(1953 = 100)



(1) Estimation provisoire.

(2) Moyennes trimestrielles, corrigées des variations saisonnières ; les indices mensuels ne couvrent qu'environ 40% de la production industrielle.

Source : Association Industrielle Portugaise.

sent des augmentations sensibles. A partir de juin dernier, se dessine une reprise pour l'ensemble de l'industrie : la moyenne de l'indice général pour le deuxième semestre 1962 a été légèrement supérieure à la moyenne du deuxième semestre 1961.

26. En 1961, le nombre de logements achevés était supérieur de 13 % par rapport à l'année précédente. En outre, la construction de bâtiments industriels paraît avoir connu une expansion rapide, la

1. Les indices mensuels ne couvrent que 40 % de la production industrielle et sous-estiment le poids des industries nouvelles, de sorte que les moyennes mensuelles pour l'année seront probablement inférieures aux indices annuels.

surface bâtie ayant progressé de presque 25 %. Pendant les trois premiers trimestres de 1962, la construction de logements dépassait légèrement le niveau de la période correspondante de 1961, tandis que la surface occupée par des constructions industrielles accusait une diminution entre ces mêmes deux périodes.

SITUATION FINANCIÈRE INTÉRIEURE

Prix et salaires

27. Les prix continuent d'être stables. L'indice des prix de gros avait montré une légère hausse pendant le second semestre de 1961, due en partie à l'augmentation des prix des combustibles provoquée par le relèvement des taxes ; toutefois, la moyenne de l'année était restée au niveau de 1960. En décembre 1962, l'indice était à 103 (1953 = 100), sans aucune variation par rapport à décembre 1961. L'indice des prix à la consommation, dont la moyenne avait très légèrement augmenté en 1961, a accusé au cours de l'année dernière une hausse plus sensible due en grande partie à l'évolution des prix de l'alimentation ; en février 1963, il dépassait de 3,2 % le niveau de février 1962.

28. Les relèvements de salaires ont été plus forts que dans le passé. L'indice moyen des salaires industriels à Lisbonne a augmenté de 4,4 % en 1961, contre 1,6 % et 4,1 % respectivement en 1960 et 1959. La hausse moyenne de l'indice en 1962 a été de 7 %. Dans l'agriculture, les salaires masculins ont également bénéficié en 1961 d'une hausse d'environ 4 % ; les chiffres partiels disponibles indiquent que la progression des salaires agricoles a continué en 1962.

Finances publiques

29. Le budget pour 1961 comportait une augmentation assez importante des dépenses : 12 % par rapport au budget de 1960. Comme il était prévu une hausse moins rapide des recettes, le déficit global du budget (dépenses totales moins recettes autres que le produit de l'emprunt) devrait s'accroître fortement par rapport aux années précédentes. Or, pour faire face aux dépenses militaires supplémentaires, les pouvoirs publics ont constitué de nouveaux impôts vers le milieu de l'année (en tenant compte, quant au choix des impôts à relever, de leurs plans concernant la réforme fiscale). Outre la taxe sur la transmission de la propriété foncière, les principaux impôts relevés ont été l'impôt supplémentaire sur le revenu, les taxes sur le tabac, la bière, les automobiles et la taxe sur l'essence. A la suite de ces mesures, le résultat provisoire de l'exercice budgétaire de 1961 montre un accroissement des recettes de 14 % au lieu des 7 % prévus initialement. Les augmentations les plus importantes concernent les impôts indirects et les taxes spéciales sur le tabac et la bière. Les dépenses pour la défense

TABLEAU 9. BUDGET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

En millions d'escudos.

	RÉSULTATS				PRÉVISIONS			
	1958	1959	1960	1961 PROVIS.	1960	1961	1962	1963
1. Recettes ordinaires	8.378	8.835	9.590	10.812	7.820	8.238	9.481	9.758
<i>dont :</i>								
2. Impôts directs	2.730	2.870	3.060	3.295	2.258	2.674	2.839	2.999
3. Impôts indirects	3.067	3.266	3.670	4.272	2.549	2.686	3.309	3.283
4. Recettes extraordinaires autres que le recours à l'emprunt	100	244	335	528	715	893	1.213	1.248
5. Total des recettes (1 + 4)	8.478	9.079	9.925	11.340	8.535	9.131	10.694	11.006
6. Dépenses civiles courantes	3.410	3.923	4.177	4.374	4.197	4.406	4.508	5.140
7. Dépenses pour la sécurité intérieure et extérieure	2.493	2.890	3.258	5.718	2.975	3.925	4.504	4.992
8. Dépenses d'investissement	2.787	2.938	3.905	3.852	3.316	3.450	3.449	4.018
9. Total des dépenses (6 + 7 + 8)	8.690	9.751	11.340	13.944	10.488	11.781	12.461	14.150
10. Solde courant (5 — 6 — 7)	+ 2.575	+ 2.266	+ 2.490	+ 1.248	+ 1.363	+ 800	+ 1.682	+ 874
11. Solde global (5 — 9)	— 212	— 672	— 1.415	— 2.604	— 1.953	— 2.650	— 1.767	— 3.144
<i>Financé par :</i>								
12. Dette publique intérieure	267	699	1.479	2.602	1.955	2.657	844	2.077
13. Crédit extérieur	—	—	—	—	—	—	926	1.070
<i>Pour mémoire :</i>								
14. Pourcentage des recettes fiscales de l'Etat (y compris les organismes autonomes, locaux et la prévoyance sociale) par rapport au P.N.B.	19,2	18,9	18,7					
15. Pourcentage des dépenses de l'Etat (y compris les organismes autonomes, locaux et la prévoyance sociale) par rapport au P.N.B.	22,8	19,9	21,5					

Sources : Projets des Lois de Finances et *Journal Officiel*.

et la sécurité intérieure ont été relevées de 75 %, si bien qu'elles ont représenté 40 % du total des dépenses qui ont de leur côté augmenté de 23 % ; par contre, les dépenses d'investissement sont légèrement en baisse. La hausse des recettes a permis de maintenir le déficit global sensiblement au niveau prévu au début de l'année. Le développement des dépenses courantes a fortement réduit l'excédent courant qui, en 1961, n'a représenté que 10 % des recettes, comparé à plus de 25 % en 1958-1959.

30. Le budget de 1962 a marqué un certain changement par rapport à la politique financière suivie au cours des dernières années. L'expansion des investissements publics a été arrêtée et le recours à l'emprunt sensiblement réduit, alors qu'il avait augmenté rapidement depuis quelques années. Il semble donc que l'accroissement très important des dépenses militaires motivé par les événements survenus dans les provinces d'outre-mer ait décidé le Gouvernement à limiter l'influence expansionniste du secteur public, de façon à assurer l'équilibre financier intérieur et extérieur. Le budget prévoyait, d'autre part, un recours important au crédit extérieur pour le financement des dépenses d'investissement. Le déficit global (selon la définition donnée au paragraphe précédent) était estimé à environ 1,8 milliard d'escudos contre 2,6 milliards en 1961. En comparaison avec le budget 1961, il y avait une augmentation très sensible des recettes autres que le recours à l'emprunt, tandis que la hausse des dépenses totales était beaucoup moins importante. Il y avait un accroissement des dépenses de défense et de sécurité nationales de presque 15 %. Les dépenses d'investissement correspondant au Plan de Développement passaient de 1.252 millions (chiffre du budget 1961) à 1.371 millions d'escudos ; à cause toutefois d'une diminution d'autres investissements budgétaires, le total des dépenses d'investissement était sensiblement au même niveau que dans le budget 1961. Sur la base des données disponibles à ce jour quant aux réalisations en 1962, on peut estimer que le déficit global, couvert par l'emprunt, a dû dépasser le chiffre prévu au budget, mais très probablement rester inférieur aux 2,6 milliards enregistrés en 1961. En effet, entre les trois premiers trimestres de 1961 et de 1962, il y a eu une hausse des dépenses totales d'environ 500 millions et une augmentation des seules recettes « ordinaires » de presque 700 millions. Des augmentations importantes de crédits budgétaires en cours d'année (dont 1.830 millions pour les services de défense et 520 millions pour les investissements au cours des huit premiers mois) doivent avoir produit une accélération des dépenses pendant les derniers mois de 1962. Néanmoins, il est assez probable que les recettes budgétaires ont sensiblement dépassé les prévisions, étant donné d'ailleurs que ces dernières étaient inférieures de 1,3 milliard d'escudos aux recettes réalisées en 1961.

31. Le budget qui vient d'être adopté pour 1963 est plus expansionniste que le budget précédent. Pour une augmentation des recettes,

comparées aux prévisions de 1962, de 313 millions, il est prévu un accroissement des dépenses de 1.689 millions d'escudos, qui affecte toutes les grandes catégories des dépenses. Celles intéressant la défense et la sécurité nationales augmentent de nouveau de 11 % pour atteindre presque 5 milliards d'escudos (35 % des dépenses totales). L'accroissement des dépenses civiles courantes est de 632 millions. En excluant de cette somme les 450 millions correspondant aux paiements accrus pour intérêts et remboursement de la dette publique, on enregistre une hausse de 5 % pour cette catégorie des dépenses, comportant notamment une augmentation de plus de 100 millions (+ 11 %) au titre de l'éducation nationale. Finalement, il y a cette fois une augmentation importante des crédits d'investissement (de 570 millions = + 17 %), notamment dans le cadre du Plan de Développement. Ceci est dû, essentiellement, au crédit d'environ 600 millions pour la construction du pont sur le Tage. Le déficit global du budget monte, selon les prévisions, à 3,1 milliards d'escudos. Toutefois, l'effet expansionniste du budget sur la demande intérieure doit être moins prononcé que ce que ces chiffres auraient laissé supposer. D'une part, une fraction significative de l'augmentation des dépenses d'investissement et de défense sera effectuée aux marchés extérieurs, et d'ailleurs le recours à l'emprunt extérieur sera de nouveau important. D'autre part, il est possible que les recettes budgétaires aient été sous-évaluées, tout au moins si l'on écarte l'hypothèse d'un ralentissement marqué de l'activité économique en 1963. Il est vrai que l'application des accords du G.A.T.T. et de la Zone de Libre Echange, ainsi que du Décret-Loi sur l'intégration économique des territoires portugais feront baisser les droits à l'importation et à l'exportation (la diminution des recettes à ce titre a été estimée à 145 millions d'escudos). Il est à remarquer, toutefois, que les recettes ordinaires prévues pour 1963 sont inférieures de plus d'un milliard d'escudos à celles réalisées en 1961 ; en outre, les prévisions au titre des impôts directs et indirects pour le nouvel exercice sont à peine supérieures aux recettes correspondantes effectivement perçues pendant les neuf premiers mois seulement de 1962.

Monnaie et crédit

32. Le développement relativement important de la masse monétaire qui s'est produit ces dernières années a été suivi d'une légère réduction en 1961 et au cours des premiers mois de 1962. La raison principale en a été en 1961 le déficit de la balance des paiements, facteur qui n'a pu être compensé par l'accroissement du crédit bancaire. D'autre part, une préférence très nette pour les billets de banque plutôt que pour les dépôts à vue s'est manifestée dans le courant de 1961 ; de fait, alors que la circulation fiduciaire augmentait de 16 % contre 5 % seulement en 1960 et 1959, les dépôts à vue ont fléchi de 2,3 milliards d'escudos. L'ensemble des disponibilités monétaires et des dépôts à terme n'a progressé en 1961 que de 640 millions d'escudos contre 4,7 milliards en 1960. Le fléchissement de la masse monétaire a conti-

nué pendant les premiers quatre mois de 1962 ; c'est la baisse du crédit qui en a été l'origine. Ensuite, l'excédent de la balance des paiements et l'expansion du crédit bancaire ont amené une augmentation sensible de la liquidité du secteur privé. L'ensemble de la circulation fiduciaire, des dépôts à vue (non compris les dépôts auprès de la Banque du Portugal) et des dépôts à terme était, en décembre dernier, supérieur de 11,5 % au niveau de décembre 1961 ; l'augmentation la plus marquée en termes relatifs était celle des dépôts à terme (+ 32 %).

TABLEAU 10. MONNAIE ET CREDIT

En millions d'escudos.

	1959	1960	1961	1962
VARIATION DES DISPONIBILITÉS LIQUIDES :				
1. Billets en circulation	+ 665	+ 633	+ 2.099	+ 844
2. Dépôts à vue	+ 2.601	+ 2.502	— 2.328	+ 3.299
3. Masse monétaire (1 + 2)	+ 3.266	+ 3.135	— 229	+ 4.143
4. Dépôts à terme	+ 805	+ 1.608	+ 870	+ 2.306
Total	+ 4.071	+ 4.743	+ 641	+ 6.449
CONTREPARTIE :				
1. Avoirs extérieurs ¹	+ 493	— 155	— 2.766	+ 2.904 ²
2. Compte F.M.I.	—	—	+ 431	+ 29
3. « Promissorias »	— 22	+ 500	+ 480	+ 241
4. Crédits	+ 3.087	+ 3.486	+ 2.785	+ 2.107
5. Divers ³	+ 513	+ 912	— 289	.....

1. Série révisée par suite de la réévaluation des réserves officielles, intervenue en juillet 1962, sur la base de la parité F.M.I. de l'escudo.

2. Estimation du Secrétariat sur la base de l'augmentation des réserves en or et en devises de la Banque du Portugal ; les variations des avoirs extérieurs des banques commerciales ne sont donc pas comprises.

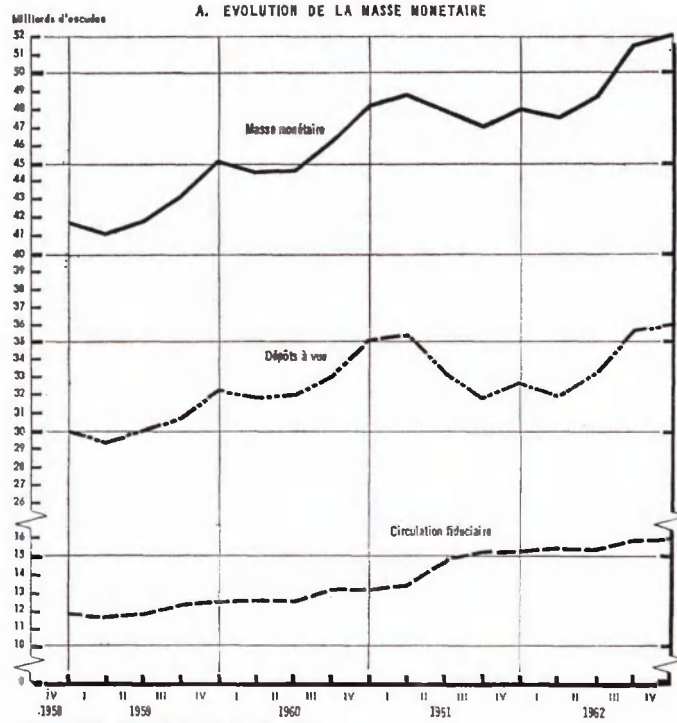
3. Poste résiduel.

Source : Banque du Portugal, Rapport annuel.

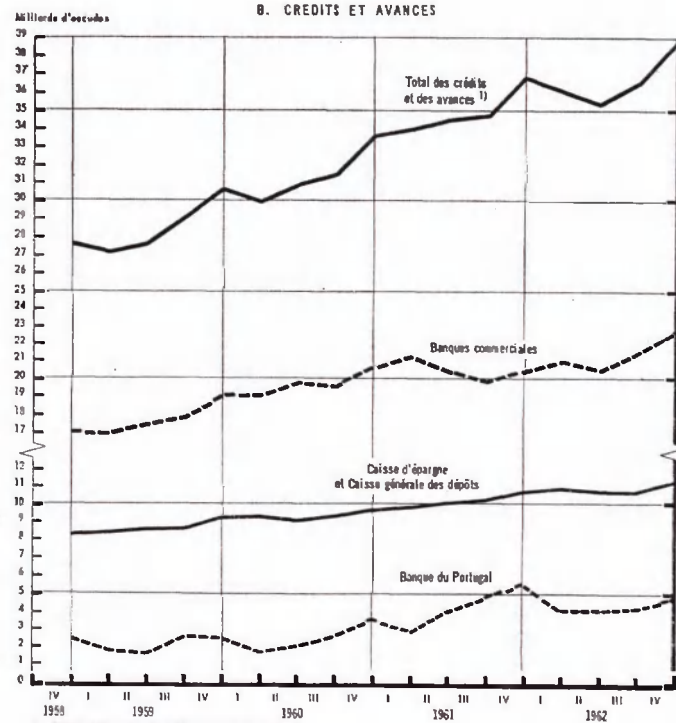
33. La Banque du Portugal est intervenue en 1961 pour éviter que le déficit extérieur et la contraction des dépôts à vue n'engendrent une trop forte tension des liquidités des banques commerciales. Par le moyen du réescompte des effets commerciaux et, dans une mesure beaucoup plus limitée, des opérations directes avec le public, l'institut d'émission a créé des liquidités pour un montant de 2,1 milliards d'escudos, équivalant presque à la diminution des réserves extérieures. La contraction des liquidités des banques commerciales, déjà voisine du minimum légal en fin 1960, a réduit de 400 millions d'escudos le crédit financé par ces établissements (net du réescompte à la Banque du Portugal). Parallèlement à la Banque du Portugal, la Caisse Générale des Dépôts et les Caisses d'Épargne ont augmenté leurs prêts de façon à compenser les effets de la contraction des liquidités des banques commerciales. Le montant de leurs avances est ainsi passé de

Graphique 2. MONNAIE ET CREDIT

CHIFFRES FIN DE PÉRIODE



Sources : Banque du Portugal et Institut national de statistiques.



1) Non compris la Banque nationale de développement.

Sources : Banque du Portugal et Institut national de statistiques.

9,6 milliards d'escudos fin 1960 à 10,7 milliards fin 1961 (il a atteint ensuite 11,2 milliards en décembre 1962). L'augmentation du montant total des crédits accordés par le système bancaire (à l'exclusion de la Banque Nationale du Développement) a donc été de l'ordre de 10 %. En 1962, la Banque du Portugal a cessé de gonfler la liquidité des banques et en général du secteur privé : le réescompte commercial et les avances à la fin de 1962 étaient inférieurs de 740 millions au niveau de décembre 1961. Le fléchissement du crédit de la Banque du Portugal n'a pas été compensé par l'essor très faible du crédit des banques commerciales et des Caisses d'Epargne pendant le premier semestre de 1962 ; cette évolution du crédit pourrait être liée en partie au plafonnement de la production industrielle et peut-être aussi à une baisse des stocks. Cependant, entre juin et décembre de l'année dernière, le crédit accordé par les banques commerciales a augmenté dans des proportions importantes (de 2,2 milliards d'escudos). La liquidité des banques, qui avait fortement diminué dans le courant de 1961, n'a pas subi de variations sensibles en 1962. L'augmentation du crédit bancaire en 1962 a été seulement de 5,6 %. En ce qui concerne le crédit à moyen et à long terme, celui accordé au secteur privé dans la métropole par la Banque Nationale du Développement a atteint 688 millions d'escudos, contre 672 millions en 1961 et 449 millions en 1960. Par contre, les crédits de même nature accordés par la Caisse Générale des Dépôts sont passés d'environ 240 millions en 1960 et 1961 à 640 millions l'année dernière.

34. La réduction des liquidités du système bancaire a fait monter les taux d'intérêt pratiqués par les banques, normalement inférieurs au taux maximum légal. Pour les opérations d'escompte, le taux moyen normalement appliqué est passé en 1961 de 3 % à environ 4,2 % (le taux maximum légal est de 4,5 %). Le Portugal reste cependant l'un des pays où les taux d'intérêt du marché monétaire et financier sont les plus bas, ce qui a été probablement un des facteurs qui ont exercé un effet défavorable sur la canalisation de l'épargne privée vers le marché des capitaux. Le taux de réescompte de la Banque du Portugal fixé actuellement à 2 % n'a pas été modifié depuis 1944.

35. Les émissions d'obligations privées ont sensiblement baissé en 1961, après avoir atteint un niveau très élevé dans les deux années précédentes. Les émissions d'actions sur le marché ont aussi subi les effets de la baisse des cours à la Bourse ; toutefois, l'apport total de capital aux sociétés anonymes — par l'émission d'actions ou en d'autres formes — a été de 1,2 milliard d'escudos en 1961, contre moins d'un milliard en 1960. L'indice des actions a continué à baisser pendant le premier semestre 1962, mais il est resté approximativement stable entre juillet dernier et janvier 1963, sauf pour les actions des sociétés d'outre-mer qui ont fléchi de nouveau. L'indice pour les sociétés métropolitaines était à 136 en janvier dernier (4^e trimestre 1952 = 100), contre 151 et 176 respectivement en janvier 1961 et 1960.

TABLEAU 11. BALANCE DES PAIEMENTS DE LA ZONE ESCUDO

En millions de dollars.

	1957	1958	1959	1960	1961	1961		1962
						1 ^{er} SEM.	2 ^e SEM.	1 ^{er} SEM.
<i>Commerce avec l'étranger (job) :</i>								
1. Métropole — importations	395	368	371	424	526	247	279	212
2. Métropole — exportations	218	215	212	251	258	111	147	130
3. Métropole — balance commerciale	- 177	- 153	- 159	- 173	- 268	- 136	- 132	- 82
4. Provinces d'outre-mer — importations	100	101	97	101	101	40	61	72
5. Provinces d'outre-mer — exportations	149	168	169	168	185	89	96	79
6. Provinces d'outre-mer — balance commerciale	+ 49	+ 67	+ 72	+ 67	+ 84	+ 49	+ 35	+ 7
7. Invisibles, nets	45	63	40	39	- 5	- 19	14	15
8. Transferts unilatéraux privés	49	49	57	55	45	18	27	24
9. SOLDE DES OPÉRATIONS COURANTES	- 34	26	10	- 12	144	- 88	- 56	- 36
<i>Opérations en capital, secteurs non monétaires :</i>								
10. Capitaux privés à long terme	2	2	1	4	36	-	36	16
11. Capitaux publics à long terme	- 1	- 3	- 22	- 14	- 10	- 8	- 2	57
12. Capitaux privés à court terme	19	- 2	4	2	20	- 1	21	13
13. Capitaux publics à court terme (secteur non monétaire) .....	..	..	..	..	- 2	-	2	..
14. Total (10 à 13)	20	3	- 17	- 8	44	- 9	53	86
15. Erreurs et omissions	7	3	-	2	- 7	- 9	2	1
16. SECTEURS MONÉTAIRES — TOTAL	7	- 26	7	18	108	107	- 1	- 51
17. Secteurs monétaires — Institutions privées	- 3	..	3	1	4	18	- 14	- 9
18. Secteurs monétaires — Institutions centrales	10	- 26	4	17	104	89	15	- 42
<i>dont :</i>								
a) Souscriptions au F.M.I.	-	-	-	-	- 15	- 15	-	-
b) Réserves en or et en devises (augmentation = -)	9	- 38	43	2	102	97	5	- 46
c) Autres	19	12	47	15	17	7	10	4

Source : Memorandum des Autorités portugaises adressé à l'O.C.D.E. et Banque du Portugal.

Commerce extérieur

36. Le déficit commercial de la métropole, qui avait fortement augmenté en 1961, a accusé une baisse sensible en 1962. La valeur des importations, après avoir augmenté de 15 % en 1960 et de 20 % en 1961, a fléchi de 10,6 % l'année dernière. En effet, le développement des importations en 1961 avait été exceptionnel, du fait notamment de l'achat de navires représentant une valeur totale de \$ 38 millions et de l'achat de blé pour un montant de \$ 19 millions, destiné à compenser le déficit de la récolte (la moyenne mensuelle des importations en 1960 avait été de \$ 45 millions). Parmi les autres importations qui ont augmenté dans des proportions importantes en 1961, on peut signaler le coton et autres matières premières textiles, les produits sidérurgiques, les machines, appareils et instruments et le matériel de transport routier. La baisse des importations en 1962 a été provoquée principalement par l'absence d'importations de grands navires et par la diminution des achats des produits sidérurgiques, du coton et des produits alimentaires autres que le blé. Par contre, les importations de machines étaient en hausse. Si l'on compare la répartition géographique du commerce d'importation de 1961 à celle de 1960, on note une diminution relative des achats dans les provinces d'outre-mer — qui ont néanmoins augmenté en chiffres absolus — et une augmentation des importations en provenance du Royaume-Uni, consécutive, entre autres, aux achats de navires ; les importations en provenance de la C.E.E. et des Etats-Unis ont représenté sensiblement le même pourcentage qu'en 1960. En 1962, les importations en provenance des provinces d'outre-mer et de l'étranger ont baissé dans les mêmes proportions. Seules, les importations provenant des Etats-Unis, de la France et de l'Italie ont augmenté de façon significative.

37. En 1961, la valeur des exportations n'a pas progressé par rapport à l'année précédente. Des progrès sensibles ont pourtant été enregistrés pour certains produits d'exportation traditionnels, notamment les conserves de poisson, le fil de coton et le vin de Porto. Les exportations de superphosphates et de filés de sisal ont également augmenté. Par contre, les exportations de collophane, de pyrites, de liège et de tissus de coton ont fortement diminué. La stagnation des exportations globales s'explique par la baisse de la demande des provinces d'outre-mer ; les exportations vers l'étranger ont, en effet progressé de 4 % en 1961 par rapport à l'année précédente, grâce à l'accroissement des ventes dans les pays de la Zone européenne de libre-échange et aux Etats-Unis. Les exportations vers les pays de la C.E.E. n'ont que très légèrement augmenté. En 1962, l'évolution des exportations a été nettement plus favorable, leur valeur ayant dépassé de 12,6 % le niveau de 1961. Les hausses les plus importantes ont eu lieu dans l'exportation d'huile d'olive et surtout des matières et produits textiles ; il faut aussi signaler une augmentation des exportations des machines et appareils et du matériel électrique, bien que l'importance relative de ces

produits dans les exportations totales soit encore très faible. Quant à la répartition géographique des exportations en 1962, on note une reprise des exportations vers les provinces d'outre-mer et une hausse d'environ 14 % dans les exportations vers les pays étrangers ; celles vers les pays de la C.E.E. ont accusé une nette progression (+ 20 %) et ont représenté 23 % des exportations totales, contre 20 % pour les partenaires du Portugal de la Zone de libre-échange. Les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de presque 25 %, ceci étant dû en grande partie au progrès des exportations de textiles. Les termes de l'échange, qui s'étaient améliorés de 2 % en 1961, ont fléchi de plus de 3 % dans les trois premiers trimestres de 1962.

38. L'augmentation importante du déficit commercial de la métropole avec l'étranger en 1961 a été le facteur principal du déficit de la balance des paiements de la zone escudo qui a atteint \$ 95,7 millions. Comme il ressort des chiffres du tableau 11, il y a eu pendant cette année un accroissement sensible des exportations des provinces d'outre-mer vers l'étranger. Par contre, les invisibles courants étaient exceptionnellement en déficit ; ceci était dû à un déficit accru des transports et à la hausse des dépenses de l'Etat à l'étranger, mais semble aussi avoir reflété en partie quelques sorties de capitaux privés. Les envois de fonds des émigrants portugais étaient aussi en baisse. Il faut finalement signaler le versement des souscriptions du Portugal à la Banque Mondiale (\$ 10 millions) et au Fonds Monétaire International (\$ 15 millions). La baisse des réserves officielles, qui a eu lieu principalement pendant le premier semestre, a été de \$ 103 millions pour l'année. En 1962, la plupart de ces tendances ont été renversées. Selon les données du premier semestre, le déficit au titre des transactions courantes et des transferts unilatéraux de la zone escudo a diminué très considérablement, comparé au premier semestre 1961, malgré une augmentation sensible des importations des provinces d'outre-mer. Il y a eu une nette contraction du déficit commercial de la métropole et de nouveau un solde positif des invisibles. D'autre part, des entrées importantes de capitaux à long terme, surtout du secteur public, ont compensé le déficit courant et ont abouti à une augmentation des réserves officielles. L'amélioration de la balance commerciale de la métropole a continué pendant la deuxième moitié de 1962 et l'augmentation des réserves pour l'année entière a été de \$ 101 millions. Celles-ci s'élevaient en février 1963 à \$ 782 millions, correspondant à 16 mois d'importations de la métropole.

NOUVELLES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Relations avec les provinces d'outre-mer

39. En novembre 1961, a été publié un décret-loi sur l'intégration économique de la métropole et des provinces d'outre-mer. Ce texte vise à abolir progressivement toutes les restrictions qui peuvent actuel-

lement entraver le mouvement des marchandises, des capitaux et des personnes entre les différents territoires portugais, de façon à adapter le système des échanges et des paiements aux engagements pris par le Portugal au moment de son adhésion au F.M.I. et au G.A.T.T. Le décret-loi a essentiellement pour objectif d'une part l'intégration économique de tous les territoires portugais et d'autre part le développement des différentes régions et en particulier des provinces d'outre-mer. Tous les droits de douane et les restrictions quantitatives sur le commerce à l'intérieur de la zone escudo devront être abolis d'ici la fin de 1971, d'après un calendrier qui est entré en vigueur en août 1962. En particulier, à partir du 1^{er} janvier 1964, toutes les marchandises en provenance des provinces d'outre-mer importées au Portugal continental, à Madère et aux Açores, seront totalement exemptées de droits de douane. Pour les importations des provinces d'outre-mer, la réduction des droits de douane sera davantage échelonnée dans le temps. A partir du 1^{er} janvier 1967, seront exemptées des droits de douane les marchandises en provenance de la métropole dont la valeur représentera au moins 40 % des achats effectués en métropole par chaque province d'outre-mer en 1960. Un calendrier pour la suppression des restrictions quantitatives à l'exportation et à l'importation est également fixé. En outre, le décret pose le principe de la libération progressive des opérations invisibles courantes et des mouvements de capitaux privés. En ce qui concerne le développement économique des diverses régions, ce texte contient d'une part des dispositions particulières qui permettent l'aménagement éventuel du processus de libération quand ceci est exigé par les besoins du développement d'une province. D'autre part, il prévoit l'accroissement de l'aide apportée par l'Etat à la mise en valeur des territoires moins développés. Le même décret-loi établit les bases d'une réorganisation du système des paiements ; celle-ci comporte notamment la création d'un « Fonds Monétaire de la Zone Escudo » dont l'agent sera la Banque du Portugal.

Plans de mise en valeur et coordination de la politique économique

40. Un nouveau décret-loi préparé l'année dernière prévoit une réorganisation importante des organes chargés de l'étude et de la direction de la politique économique à long terme ; ce même texte précise en outre certaines méthodes pour atteindre le double objectif de développement économique de chaque territoire portugais et d'unification économique progressive de la zone escudo. Un nouveau « Comité des Ministres pour les Affaires Economiques » est chargé de la coordination de la politique économique nationale et un « Secrétariat Technique de la Présidence du Conseil » sera créé pour étudier aussi bien les questions afférentes aux plans de développement (plan national et plans régionaux) que celles concernant l'intégration économique. Parmi les travaux ultérieurs prévus dans ce décret-loi, on relèvera la préparation d'un Plan de Transition entre le Plan actuellement en cours et celui qui

doit lui succéder ; il a été décidé ensuite que le Plan de Transition doit couvrir les années 1964 à 1966. Ce texte prévoit également la révision de la réglementation sur l'établissement d'industries nouvelles, sur l'investissement de capitaux étrangers, etc... Au Comité des Ministres pour les Affaires Economiques, incombent d'une part l'approbation des diverses formes d'aide à des entreprises jugées d'un intérêt général, et d'autre part l'approbation préalable de la constitution de sociétés dont le capital dépasse 50 millions d'escudos et de l'émission d'actions ou d'obligations pour un montant annuel supérieur à 10 millions d'escudos. Enfin, il est prévu la création d'un Fonds de mise en valeur économique, qui sera alimenté notamment par des crédits budgétaires et par le produit des emprunts intérieurs ou extérieurs. Ce fonds doit financer l'aide accordée par l'Etat à des entreprises privées ou la participation directe de l'Etat au lancement d'entreprises ; il pourra, en outre, accorder des crédits à des fins spécifiques à la Caisse Nationale de Crédit et à la Banque Nationale de Développement.

Relations avec l'étranger

41. En juin 1962, le Gouvernement portugais a demandé l'ouverture de négociations avec la Communauté Economique Européenne. D'autre part, la politique des autorités portugaises, visant à attirer dans le pays des capitaux étrangers à long terme, a été concrétisée l'année dernière par une série d'accords avec la République Fédérale d'Allemagne, l'Import-Export Bank des Etats-Unis et diverses banques privées. Le montant total des prêts déjà négociés était de \$ 156 millions, chiffre à rapprocher de celui de \$ 245 millions, montant prévu des capitaux étrangers destinés au financement des investissements du Plan de Développement pendant les trois années 1962 à 1964. En outre, il a été officiellement annoncé que des négociations sont en cours avec la Banque Mondiale pour l'octroi d'un prêt au Portugal d'environ \$ 25 millions.

C. PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

42. Le taux moyen de la croissance du produit national au cours de la dernière décennie apparaît assez modique, si l'on tient compte de la progression démographique et du faible niveau absolu de la production. Depuis quelques années, cependant, on a enregistré dans plusieurs branches de l'industrie un accroissement appréciable de la production et des investissements, et d'importants travaux d'infrastructure ont été réalisés ; la mise en route du Plan de Développement économique a joué un rôle déterminant dans cette évolution. Bien que les périodes de développement des investissements aient souvent coïncidé avec de très mauvaises récoltes, la situation générale de la balance des paiements n'a pratiquement pas été affectée, sauf en 1961, et la stabilité financière intérieure a été jusqu'ici maintenue. Le volume total des investis-

sements n'a pas encore épuisé les possibilités offertes par l'épargne potentielle intérieure et l'état favorable de la balance des paiements.

43. En 1961, la conjonction d'une augmentation importante du déficit commercial et des événements que l'on sait dans les provinces d'outre-mer a influé défavorablement sur le climat économique, ainsi qu'en témoignent le développement de la demande d'espèces liquides, certaines sorties de capitaux et un stockage assez généralisé. Comme on pouvait s'y attendre, ces événements ont eu pour effet de renforcer la détermination des pouvoirs publics de sauvegarder la stabilité financière. C'est ce que traduisent aussi bien les mesures spéciales prises pendant l'été de 1961 que le budget de 1962 ; celui-ci prévoyait une augmentation des dépenses militaires couverte par un accroissement des impôts et le plafonnement des crédits d'investissement. Même en tenant compte des modifications intervenues dans ce budget au cours de l'année, il semble que l'effet expansionniste du secteur public en 1962 a été inférieur à celui de l'année précédente.

44. L'évolution récente de la conjoncture semble devoir conduire à reconsidérer l'importance relative accordée aux différents éléments de la politique économique. La plupart des tensions apparues en 1961 se sont révélées purement temporaires ou bien ont pu être palliées par l'action des pouvoirs publics, comme par exemple celles concernant le crédit bancaire. En particulier, les importations et le déficit commercial, qui avaient été exceptionnellement élevés en 1961, ont diminué d'une manière sensible en 1962, et la baisse des réserves officielles a été presque entièrement récupérée. D'autre part, les mouvements des prix et des salaires sont loin d'indiquer que la pression de la demande soit excessive ; et l'évolution de l'indice de la production industrielle en 1962 suggère un certain ralentissement du taux d'expansion. Bref, il se pourrait bien que l'économie portugaise ait à faire face actuellement à un problème de carence, et non d'excès, de la demande, malgré l'essor récent des exportations et l'augmentation persistante des dépenses militaires. L'orientation générale du budget de 1963 semble tenir compte, dans une certaine mesure, de cette appréciation de la conjoncture.

45. Il ne faut pas toutefois oublier que, pour un niveau déterminé de demande globale, une réduction de la part des investissements combinée à un accroissement marqué des dépenses courantes de l'Etat risque d'entraver l'expansion économique, pourtant indispensable ; en outre, la recherche d'un équilibre intérieur, fondée sur une appréciation statique des possibilités de l'économie, pourrait, en dernière analyse, aller à l'encontre du but visé. Les charges nouvelles imposées par l'Etat à la production nationale — en vue de faire face aux dépenses militaires ou d'accroître les apports de capitaux fournis aux provinces d'outre-mer — seront difficiles à supporter sans tension excessive, si la

capacité de production nationale ne se développe pas à un rythme relativement rapide. Il y a donc intérêt à orienter la politique économique de telle sorte que — sans perdre de vue la nécessité de la stabilité financière et tout en conservant la souplesse indispensable pour s'adapter aux circonstances — une part de plus en plus importante soit réservée aux mesures propres à favoriser le développement de la production.

46. Tout d'abord, il conviendrait de considérer comme un strict minimum le montant total d'investissements prévu pour 1963-1964 dans le Plan de Développement. De plus, il semble hautement souhaitable d'entreprendre rapidement l'étude d'investissements supplémentaires dans le cadre du Plan. Les pouvoirs publics ont confirmé que les montants globaux initialement prévus pour la période 1959-1964 seront intégralement dépensés et viennent en plus d'augmenter les prévisions initiales ; même ce programme révisé implique cependant une baisse sensible du niveau des dépenses au cours de la période 1963-1964. Afin d'éviter, à tout le moins, un tel ralentissement, il conviendrait d'augmenter l'envergure du deuxième Plan ; c'est là un point d'autant plus important que, depuis 1953, l'expérience a prouvé que les retards d'exécution dus à des obstacles de caractère législatif, administratif ou technique étaient loin d'être négligeables. Les récentes mesures de réorganisation des services du Plan et la décision de principe d'envisager un Plan intérimaire avant l'expiration de la période couverte par le Deuxième Plan Sexennal doivent faciliter la tâche fondamentale de l'accélération des investissements productifs.

47. Les mesures destinées à relever la production et la productivité agricoles revêtent une importance particulière, la stagnation à long terme de ce secteur étant de toute évidence l'un des problèmes économiques cruciaux du Portugal. Vu la place occupée par l'agriculture, il serait difficile d'obtenir un taux satisfaisant de croissance globale si la faiblesse des rendements, l'insuffisance des investissements et les structures foncières anti-économiques devaient se perpétuer dans ce secteur. L'une des premières tâches à accomplir est sans aucun doute l'exécution des grands travaux d'irrigation ajournés depuis un certain temps. Il faudra aussi, bien entendu, prendre des mesures dans plusieurs autres domaines pour améliorer l'efficacité de la production et de la commercialisation des produits agricoles. Les pouvoirs publics ont déjà adopté avec succès certaines dispositions dans ce sens et en préparent d'autres. On peut noter à cet égard les deux plans de promotion des produits de l'élevage et de la culture fruitière adoptés en 1962. De toute évidence, le problème d'ensemble ne peut être résolu qu'à long terme ; mais on ne parviendra à en amorcer la solution que si les mesures partielles et spécifiques sont complétées par une mobilisation de capitaux permettant d'assurer les investissements suffisants et par une action concentrée dans certaines régions particulièrement importantes. Cette action devra être assortie de mesures destinées à améliorer la structure de la propriété foncière, qui se caractérise actuellement par

un morcellement excessif dans le Nord et la prédominance de très grands domaines dans le Sud.

48. Pour promouvoir l'industrialisation, il a été décidé avec raison que le secteur public ne financerait pas seulement des travaux d'infrastructure, mais contribuerait également à la création d'industries de transformation. Conformément à cette politique, des unités importantes ont déjà été mises en place, ou doivent l'être dans de nouveaux secteurs de production. Toutefois, la modernisation des industries classiques, où les petites entreprises peu rentables sont encore en majorité, n'a pas avancé, dans l'ensemble, à un rythme bien rapide. Il importe que les programmes de réorganisation déjà établis pour certains secteurs soient mis en œuvre dès que possible et que l'on prépare de nouvelles mesures pour encourager la rationalisation de l'industrie. Les pouvoirs publics auront sans doute beaucoup de mal à mettre en pratique leur intention expresse d'encourager de préférence les types d'investissements les plus générateurs d'emplois, afin de résorber les très importantes réserves de main-d'œuvre du pays. En effet, l'exemple de l'étranger, ainsi que certaines expériences propres à l'industrie portugaise, montrent que cet objectif se concilie souvent mal avec les réalités de la technique moderne et avec le souci prédominant de maintenir les coûts unitaires totaux à un faible niveau. Tant que l'industrialisation n'aura pas fait des progrès beaucoup plus importants, la situation de l'emploi ne pourra être vraiment améliorée que par la continuation de l'émigration, pour une part, et, pour une autre part, par le changement — éminemment souhaitable — des méthodes d'exploitation agricole, la culture intensive se substituant aux méthodes extensives. Cependant, le progrès industriel dépend aussi de la poursuite et de l'intensification des efforts entrepris pour développer les moyens de formation et améliorer l'enseignement général de base. On peut citer à cet égard les décisions déjà prises par le Gouvernement afin de remédier à la carence de la main-d'œuvre spécialisée (augmentation du nombre des écoles professionnelles, institutions de cours de formation accélérée, etc.).

49. L'encouragement de l'investissement privé suppose des possibilités de financement adéquates. Les pouvoirs publics disposent de divers moyens pour assurer l'apport des crédits nécessaires. Les établissements officiels de crédit, en particulier, pourraient continuer à jouer à cet égard un rôle important. Le recours aux prêts à long terme de l'étranger, qui a déjà pris plus d'ampleur ces derniers temps, sera aussi utile à cet égard. Toutefois, le développement des crédits bancaires, qui au Portugal assurent également les financements à moyen et à long terme, risque de susciter des problèmes dans l'avenir. En 1961, l'intervention des autorités monétaires a réussi à enrayer la chute de ces crédits ; mais, étant donné la liquidité actuelle des banques et le fait qu'une évolution normale du crédit au Portugal dépend en pratique d'un excédent régulier de la balance des paiements, il est vraisemblable que de nouvelles mesures s'imposeront dans ce domaine. En plus, des opérations

de réescompte et autres moyens d'action courante, il sera peut-être nécessaire de réviser les règles relatives à la liquidité, règles qui ne sauraient valoir en tout temps et toutes circonstances, et d'étudier les possibilités d'opérations du type « open market » pour l'avenir. D'autre part, les développements récents mettent aussi en lumière la rigidité des réglementations et dispositions applicables aux taux d'intérêt. On peut se demander, par exemple, si les taux en vigueur sur le marché des capitaux sont bien de nature à inciter l'épargne à s'orienter vers les investissements productifs, au lieu de demeurer inemployée ou d'être affectée à des usages d'un moindre intérêt pour l'économie.

50. L'évolution récente de la balance des paiements est satisfaisante. D'ailleurs, la marge offerte par les réserves de devises étrangères est largement suffisante pour autoriser une politique expansionniste, puisque ces réserves représentent plus d'une année entière d'importations à la cadence actuelle et que leur montant dépasse la valeur annuelle des investissements bruts en capital fixe au Portugal. En outre, les accords récemment passés ou en négociation pour des prêts étrangers à long terme illustrent les possibilités importantes d'attirer de tels capitaux, aussi bien privés que publics. A longue échéance, toutefois, la balance des paiements risque de constituer un grave obstacle à l'expansion économique. Indépendamment même des facteurs habituels d'accroissement des importations, il faudra à l'avenir augmenter assez fortement les achats de produits alimentaires, par suite du développement de la population et de l'élévation des revenus réels, actuellement assez bas, à moins que la production agricole n'augmente beaucoup plus rapidement que ces dernières années. De plus, étant donné la politique gouvernementale d'accélération du développement économique dans les provinces d'outre-mer, il est probable que l'excédent de la balance commerciale de ces dernières avec l'étranger ira en s'amenuisant au cours des prochaines années, puisque la majeure partie de l'équipement dont ces provinces auront besoin proviendra des principaux pays industrialisés. Malgré la possibilité de nouveaux apports de capitaux étrangers, il est vraisemblable que la contribution fournie par les provinces d'outre-mer aux réserves centrales de la zone escudo ira en diminuant.

51. Le manque de dynamisme à long terme des exportations constitue dans ces perspectives de la balance des paiements l'un des plus graves problèmes économiques du Portugal. Il est bien connu que le développement des exportations de produits de base, qui représentent encore une très grande partie des exportations portugaises, se heurte aux tendances mondiales de la demande et des prix pour ces produits, mais aussi dans certains cas aux régimes d'importation assez peu libéraux appliqués par les pays industrialisés. En tout état de cause, les mesures propres à faciliter le développement et la diversification des exportations devraient bénéficier d'une priorité dans l'élaboration de la politique économique générale du Portugal. Certes, quelques efforts

couronnés de succès ont déjà été faits pour créer des industries capables d'exporter après transformation des produits de base portugais (en particulier des produits forestiers), mais il reste encore beaucoup à faire dans cette voie. Il conviendrait que la politique de promotion des exportations tente d'exploiter l'atout réellement important que constitue la faiblesse relative des salaires. Ce facteur à lui seul ne peut évidemment pas donner lieu à des résultats spectaculaires, mais, associé à un programme d'investissements accrus et sélectifs, à un effort d'amélioration des possibilités de formation et à une politique générale d'encouragement des exportations, il pourrait jouer un rôle décisif. Enfin, le Portugal pourrait s'assurer un important surcroît de recettes en devises étrangères en développant son industrie touristique dont le potentiel inexploité reste considérable. Il semble qu'un programme spécial d'investissements et de mesures coordonnées pour l'expansion du tourisme doive constituer l'un des éléments essentiels de la politique à long terme pour résoudre le problème de la balance des paiements.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

TABLEAU I. PRODUIT NATIONAL ET DEPENSES DE LA NATION

En millions d'escudos.

	AUX PRIX COURANTS					AUX PRIX DE 1954				
	1957	1958	1959	1960	1961 ¹	1957	1958	1959	1960	1961 ¹
1. Consommation privée	45.667	46.253	48.704	52.984	57.259	44.429	6.246	45.290	48.110	51.241
2. Consommation publique	6.425	6.633	7.657	8.250	10.455	6.148	8.138	7.136	7.517	9.457
3. Formation brute de capital fixe des entreprises	7.490	8.350	9.364	11.023	12.159	7.219	44.541	9.069	10.483	11.424
4. Formation brute de capital fixe de l'Etat	1.207	1.396	1.349	1.570	1.564	1.176	1.358	1.305	1.514	1.485
5. Variations des stocks	1.164	— 196	— 483	— 243	1.195	1.036	— 139	— 455	— 258	1.706
6. Exportations de biens et services	11.018	11.311	10.880	12.282	12.386	9.503	9.944	10.484	11.248	11.365
7. TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES	72.971	73.747	77.471	85.846	95.818	69.510	70.088	72.829	78.614	86.678
8. Moins importations de biens et services	15.176	14.681	14.569	16.724	21.217	14.745	14.561	14.064	15.069	18.245
9. PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	57.795	59.066	62.902	69.122	74.601	54.766	55.527	58.765	63.545	68.433
10. Produit intérieur brut au coût des facteurs	53.567	54.697	58.214	63.866	68.474	50.720	51.413	54.397	58.745	62.849
dont :										
11. Agriculture	15.349	14.733	15.542	16.171	16.665	14.184	13.416	13.896	14.277	14.76 ⁰
12. Industries extractives et manufacturières, services publics et construction	20.940	22.023	22.949	25.987	28.261	20.103	21.096	22.156	24.682	26.946
13. Autres	17.268	17.941	19.723	21.708	23.548	16.433	16.901	18.345	19.776	21.143

1. Chiffres provisoires.

Source : Mémorandum adressé par le Portugal à l'O.C.D.E. et Institut National de Statistique.

TABLEAU II. INDICES MENSUELS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE¹

	1961				1962				1963
	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.
1. Indice général non ajusté	171	180	183	183	174	179	188	184	173
2. Indice général ajusté	179	185	176	177	183	183	181	177	182
3. Industries minières	72	74	77	74	70	67	67	60	57
4. Industries manufacturières	169	180	183	181	170	177	187	184	167
5. Denrées alimentaires et boissons	109	134	162	173	108	135	168	161	110
6. Textiles, vêtements et chaussures	164	169	153	156	161	159	150	161	159
7. Bois, liège, ameublement	254	206	177	169	177	167	155	192	177
8. Chimie et pétrole	152	174	198	173	169	170	204	163	183
9. Produits minéraux non métalliques	155	173	189	176	156	179	218	213	172
10. Métallurgie, industries mécaniques et électriques	184	207	206	207	209	220	215	212	183
11. Autres industries manufacturières	216	226	210	234	236	237	218	232	225
12. Electricité (millions de kWh, moyennes mensuelles)	303	288	285	327	339	314	311	312	...

1. Les indices mensuels couvrent seulement environ 40 % de la production industrielle.

Source : Association Industrielle Portugaise.

TABLEAU III. AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
						1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
1. Logements achevés ¹ (moyennes trimestrielles, milliers)	6,5	6,5	6,7	7,1	7,3	6,1	7,8	7,7	7,0	6,3	8,3	7,2	7,2
2. Touristes étrangers (milliers)	337	350	395	431	438	63	119	186	63	56	121	187	75

1. Continent et îles.

Source : Institut National de Statistique.

TABLEAU IV. PRIX ET SALAIRES

	BASE	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962				1963
							1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	
							TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	
1. INDICE DES PRIX DE GROS	1953 = 100	100	99	102	102	103	101	100	102	103	103	103	103	103	103
<i>dont :</i>															
2. Biens manufacturés	»	93	93	94	96	99	94	95	97	97	101	100	98	97	97
3. Produits alimentaires	»	104	105	109	106	107	108	106	105	106	106	108	106	108	111
4. INDICE DES PRIX AU DÉTAIL	»	105	107	109	111	115	110	110	112	114	114	114	114	116	117
<i>dont :</i>															
5. Produits alimentaires	»	106	108	111	110	113	110	107	110	113	113	112	112	115	117
6. INDICE DES SALAIRES A LISBONNE	1948 = 100	125	130	132	138	148	136	138	139	139	140	148	150	153	
7. INDICES DES SALAIRES AGRICOLES															
Masculins	»	109	115	125	130	132	129	133	130	130					
Féminins	»	111	117	126	132	132	125	137	136	132					

1. Les indices généraux n'ont pas été établis pour 1962, à cause des changements statistiques dans le calcul des indices détaillés.

Sources : Statistiques Générales de l'O.C.D.E. et Banque du Portugal.

TABLEAU V. STATISTIQUES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

Milliards d'escudos, fin de période.

	1958	1959	1960	1961				1962				1963
				1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	
BANQUE DU PORTUGAL :												
1. Crédits et avances	2,4	2,5	3,4	2,9	4,0	4,8	5,5	4,1	4,1	4,2	4,8	3,5
2. Avoirs en or et en devises étrangères	20,3	20,7	20,6	19,5	18,3	17,3	18,1	17,7	19,4	21,5	22,4	22,3
3. Billets en circulation	13,0	13,9	14,8	14,5	15,8	16,2	17,1	16,5	16,6	16,8	17,9	17,3
4. Autres engagements à vue en monnaie nationale	10,3	10,0	9,9	8,9	7,2	6,4	7,3	5,8	7,1	9,2	8,4	7,5
BANQUES COMMERCIALES :												
5. Portefeuille de valeurs mobilières	2,1	2,7	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,8	3,9	3,3
6. Crédits et avances	17,0	19,0	20,6	21,2	20,4	19,8	20,5	21,0	20,5	21,5	22,7	23,8
7. Dépôts (8+9)	21,3	23,8	26,8	26,4	25,6	24,0	25,6	25,2	25,6	26,8	30,0	30,9
8. Dépôts à vue	17,3	19,0	20,8	20,1	18,8	17,8	19,2	18,6	18,6	19,3	21,6	21,6
9. Dépôts à terme	4,0	4,8	6,0	6,3	6,2	6,2	6,4	6,6	7,0	7,5	8,4	9,2
BANQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT :												
10. Portefeuille de valeurs mobilières	—	—	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
11. Avances	—	—	2,3	2,4	2,5	2,7	3,0	3,0	3,0	3,3	3,3	3,3
CAISSES D'ÉPARGNE :												
12. Cédits et avances	8,2	9,1	9,6	9,8	10,0	10,1	10,7	10,9	10,7	10,7	11,2	11,2
13. Dépôts (ensemble)	12,3	13,0	13,5	13,5	12,9	12,9	13,3	13,6	13,8	13,9	14,3	14,7
DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES :												
14. Total (15+16)	41,8	45,1	48,2	48,8	47,9	47,0	48,0	47,5	48,6	51,5	52,1	52,7
15. Circulation fiduciaire	11,8	12,5	13,2	13,4	14,8	15,2	15,3	15,5	15,4	15,9	16,0	16,1
16. Dépôts à vue ¹	30,0	32,6	35,0	35,4	33,1	31,9	32,7	32,0	33,2	35,6	36,1	36,6
MARCHE DES CAPITAUX (moyennes mensuelles) :												
17. Rendement des titres d'Etat (en %)	3,03	3,45 ²	3,46	3,75	3,86	3,85	3,72	3,82	..	..	4,10	4,14
18. Cours des actions industrielles (1958=100 ³)	100	103	115	116	109	103	110	108	102	97	99	..

1. Dépôts du Gouvernement inclus.

2. Nouvelle série, F.M.I.

3. F.M.I.

Sources : Banque du Portugal, Institut National de Statistique et F.M.I.

TABLEAU VI. ECHANGES EXTERIEURS

	UNITÉ OU BASE	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962				1963
							1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	1 ^{er}
							TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.	TRIM.
COMMERCE EXTÉRIEUR (moyennes mensuelles) :	millions de dollars des E.U.														
1. Importations c.a.f.	»	40	40	45	54	49	42	61	49	66	41	48	48	59	43
2. Exportations f.o.b.	»	24	24	27	28	31	24	24	27	35	25	30	31	37	25
3. Solde	»	- 16	- 16	- 18	- 27	- 18	- 19	- 36	- 22	- 31	- 16	- 18	- 17	- 22	- 18
4. Volume des importations	indice ¹		100	110	131	119	130	125	133	134	120	111	124	122	
5. Volume des exportations	»		100	107	104	121	104	100	100	112	114	128	116	126	
6. RÉSERVES OFFICIELLES EN OR ET EN DEVICES (fin de période) .	millions de dollars des E.U.	776	808	794	691	792	751	701	665	691	676	727	763	792	776

1. Indices à base mobile ramenés à la base : trimestre correspondant de 1959=100.

Sources : Institut National de Statistique, Statistiques générales de l'O.C.D.E. et F.M.I.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN I.
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos.
A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.

Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Presses Universitaires de France,
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e).

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents: BERLIN: Elwert and Meuser.
MÜNCHEN: Hueber. HAMBURG: Reuter-
Klößner; und in den massgebenden Buch-
handlungen Deutschlands.

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 21 rue du Stade,
ATHENES.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson et Co, h.f.,
Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road,
BOMBAY 1.

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benja-
min St., TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso
Cavour 93, BARI.
P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B
MILANO.

Sous-Dépôtaires: GENOVA: Libreria Di
Stefano. MILANO: Libreria Haspl. NAPOLI:
Libreria L. Cappelli. PADOVA: Libreria
Zannoni.

PALERMO: Libreria C. Cicala Inguaggiato.
ROMA: Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini.
TORINO: Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 33, Grand-Rue,
LUXEMBOURG.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, r. Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff and Co., N.V.
Importeurs, Beulingstr., 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum and
Zoon Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Government Printing Office,
20 Molesworth Street (Private Bag), WEL-
LINGTON and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVEGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market,
LAHORE.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad II,
BARCELONA.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché,
GENÈVE et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL,
VEVEY, MONTREUX, BERNE, BALE et
ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi,
Beyoglu, ISTANBUL.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON.
S.E.1.

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

Mc Graw-Hill Book Company, O.E.C.D.-
Unit, TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Marsala Tita, 23,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be
sent to O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Comme l'a fait l'O.E.C.E. depuis 1954, l'O.C.D.E. publiera des études économiques annuelles pour chaque pays Membre et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Ces études seront publiées dans l'ordre suivant entre novembre 1962 et août 1963 :

ÉTATS-UNIS
CANADA
PORTUGAL
ISLANDE
ALLEMAGNE
TURQUIE
SUISSE
DANEMARK
GRECE
AUTRICHE
IRLANDE
REPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE
SUÈDE
ESPAGNE
PAYS-BAS
U.E.B.L.
ITALIE
ROYAUME-UNI
NORVÈGE
FRANCE

Les dernières études ainsi publiées pour ces pays, à l'exception de la Turquie et du Portugal, ont paru entre novembre 1961 et septembre 1962.

PRIX : F₂ FS₂ D.M. 1,70 3 s. \$ 0,50